



HAL
open science

Claude Hutin : témoignage

Denis Poupardin, Claude Hutin

► **To cite this version:**

Denis Poupardin, Claude Hutin. Claude Hutin : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 2, Editions INRA, 214 p., 1998, Archorales. hal-02842777

HAL Id: hal-02842777

<https://hal.inrae.fr/hal-02842777>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Hutin Claude, Versailles, le 13 Mars 1996

C.H. — Je suis né le 4 janvier 1929, à Chaumont (Haute-Marne). Comme ma mère s'est retrouvée rapidement seule, j'ai été élevé par mes grands-parents qui étaient des petits horticulteurs. J'ai donc toujours vécu au contact de choses ayant rapport avec l'horticulture et l'agriculture. Ma mère était du reste fonctionnaire au ministère de l'Agriculture (agent supérieur, rédactrice). J'aimais bien au lycée les langues étrangères (l'anglais notamment). Après mon bac. math. élèm, j'ai hésité un temps entre la physique théorique et la biologie. Mais mes ascendances familiales m'ont poussé à m'inscrire finalement au lycée Louis-le-Grand, à Paris, dans une classe de préparation à l'Agro. J'ai été reçu au concours à la fin de la seconde année.

D.P. — **En quelle année ?**

C.H. — Je fais partie de la 73ème promotion. Mon entrée à l'Agro doit donc remonter à 1949. Avant mon entrée à l'Agro, j'ai été obligé de faire un stage d'un mois. Par relations familiales, j'ai pu le faire à Époisses, à la ferme du PLM, qui était devenue une ferme ordinaire, mais où le chef de culture, M. Maître, conservait un souvenir ému du temps de M. Charles Crépin, alors qu'elle était encore une station de sélection. J'ai passé ma troisième année à l'Agro dans la section de génétique, ayant été recruté déjà par l'INRA comme contractuel scientifique.

D.P. — **Est-ce que vous avez eu des maîtres qui vous orienté dans cette direction ?**

C.H. — Non, j'étais déjà préorienté : je dois dire que les meilleurs professeurs que j'ai eus à l'Agro à l'époque n'étaient pas en génétique. J'ai gardé un très bon souvenir de Joseph Lefebvre qui enseignait cette discipline, mais on ne pouvait comprendre vraiment ce qu'il y avait dans son cours que quand on avait pris déjà du recul. C'était une encyclopédie vivante, mais son cours constituait un tel désordre que le non-initié n'avait aucune chance de s'y retrouver ! J'avais eu, par contre, comme chef de travaux, M. Henri Heslot qui lui était déjà un pédagogue remarquable. Durant la troisième année de l'Agro, j'ai préparé également, comme tous mes autres condisciples, le certificat de génétique à la Sorbonne. J'ai connu là des grands professeurs, il y avait Boris Ephrussi en génétique physiologique, Philippe L'Héritier, en génétique mendélienne et un chef de travaux, Georges Rizet, qu'on s'amusait à mettre parfois en difficulté. Il se trouve que sept personnes ont fait partie, cette année-là, de la section de génétique, ce qui était un nombre exceptionnellement élevé. Dans ma promotion, il y avait Michel Clautrier qui s'est surtout occupé de plantes potagères à Avignon; il avait été recruté en même temps que moi, mais est mort, hélas, très jeune. Il y avait Claude Charriez, ma future femme, qui était sortie également de l'Agro et qui, après avoir élevé trois enfants, est entrée au service de J. Poly, comme documentaliste en génétique animale. Il y avait également Michel Desprez, qui était sorti de l'Agro, comme son frère aîné Victor qui interviendra beaucoup ultérieurement dans ma carrière. Il y avait aussi Mérat qui était, à Jouy, en aviculture. Il y avait Michel Lemoine qui, après avoir navigué un peu au début, est rentré à l'INRA dans le secteur forêts et est devenu, à Orléans, le grand spécialiste de la sélection des peupliers-trembles et merisiers. Il y avait enfin Michel Gounot, que j'ai perdu un peu de vue, mais qui a été longtemps dans le groupe Emberger, à Montpellier, en phytosociologie. Cela doit faire le compte.
Recruté par l'INRA, j'ai été affecté à Versailles, en octobre 1951, dans le laboratoire de Jean Rebuschung, par Robert Mayer qui dirigeait alors la station et le département d'Amélioration des plantes.

D.P. — Aviez-vous alors des idées précises sur le métier de chercheur ? Comment cette orientation était-elle perçue par vos condisciples agros qui entraient plutôt, à l'époque, dans l'administration ou dans le privé ?

C.H. — Je suis entré à l'Agro, à l'époque où la France disposait encore de beaucoup de territoires outre-mer. Dans ma promotion qui comprenait près de 120 personnes, 65 ou 70 % sont partis outre-mer, dans les organismes de recherche ou dans l'administration. Au cours de notre scolarité, nous avons eu l'occasion de faire quelques visites à Versailles et je n'ai pas souvenir d'avoir beaucoup hésité sur la voie que je devais suivre. Le seul problème était d'être suffisamment bien placé à l'Agro pour ne pas avoir de problèmes de choix à la sortie (le dernier recruté à l'INRA devait être à la 30^{ème} place environ).

Robert Mayer s'occupait, à l'époque, de l'ensemble des stations d'amélioration des plantes. C'était une mission qui lui avait été confiée par M. Bustarret lorsque celui-ci est devenu inspecteur général à Paris. R. Mayer dirigeait personnellement la station de Versailles, avec comme adjoint Pierre Jonard qui était un spécialiste de la sélection du blé et de l'identification des variétés.

Il faut rappeler, à ce propos, une chose un peu anecdotique : régulièrement, lorsque R. Mayer recevait pour la première fois un jeune pour s'enquérir de ses préférences, il avait droit à la même réponse : "*Je ferais bien de la cyto-génétique*". C'était, en effet, l'époque de Darlington, et tout le monde arrivait avec l'idée préconçue de faire de la cyto-génétique. Mais ces déclarations d'intention, en rapport avec les idées du temps, ne faisaient pas l'affaire de R. Mayer, parce que, s'il était favorable à des travaux de cytogénétique, il avait besoin aussi d'autres éléments. Il savait toutefois se montrer persuasif et tout finissait par s'arranger après un tour rapide des nouvelles recrues dans les labos.

D.P. — Quels étaient les laboratoires qui existaient, alors, dans la station d'amélioration des plantes de Versailles ?

C.H. — Il y avait le laboratoire des céréales, dont Pierre Jonard était le responsable, et dans lequel travaillait André Vincent, de la même promotion que Victor Desprez.

- le laboratoire des betteraves avec Jacques Margara.

- le laboratoire d'André Cauderon sur le maïs, l'orge et l'avoine (dans lequel est venu un temps Michel Clautrier).

- les deux laboratoires de cytologie, celui de Marc Simonet qui travaillait sur les iris, mais d'un point de vue cytologique, relations entre les espèces, etc. et puis le laboratoire d'Yvonne Bougros, qui s'est mariée avec A. Cauderon par la suite.

- un laboratoire des plantes oléagineuses (maïs qui a travaillé, en fait, surtout sur le colza) dans lequel est rapidement arrivé Max Rives, sorti de l'Agro une année avant moi.

- le laboratoire du lin avec François Plonka.

- et enfin celui de Jean Rebuschung sur les plantes fourragères.

D.P. — Pourriez-vous parler de J. Rebuschung. Quel souvenir avez-vous gardé de lui ?

C.H. — J'en garde un souvenir ému. C'était quelqu'un qui aimait bien vivre et rigoler, qui était très compétent dans son domaine et qui prenait tout avec bonne humeur. On s'amusait beaucoup dans son laboratoire, où régnait toujours, à côté d'un très grand sérieux, une atmosphère de franche rigolade. Comparativement, celui d'A. Cauderon en face, apparaissait plus froid et austère. J. Rebuschung avait des facultés de synthèse remarquables, une puissance de travail peu commune. C'était un homme de terrain. Tout ce que j'ai appris des choses pratiques de l'agriculture, du désir de ne pas en rester à la théorie, c'est à lui que je le dois ! Il avait le sens du terrain, le contact avec les agriculteurs ; il était tout le temps dehors. C'est probablement le meilleur "généraliste" de l'agriculture que la Recherche ait jamais eu. Il était capable de voir exactement ce qu'il y avait à faire et ce qui ne collait pas vraiment.

D.P. — Quelle différence d'âge y avait-il entre vous et lui ?

C.H. — Sept à huit ans environ.

D.P. — **Vous étiez le second de J. Rebischung, dans son laboratoire ?**

C.H. — Pas du tout ! Tout le monde était sur un pied d'égalité dans son laboratoire. Patron incontesté, il s'occupait personnellement des graminées fourragères. Il avait "touché", un an avant que je n'arrive, un jeune contractuel, Michel Kerguelen, qui était un excellent botaniste et avait acquis une réputation mondiale en ce domaine. Cela énervait parfois un peu J. Rebischung qui était aussi très bon en botanique, mais qui n'arrivait pas à la cheville de l'autre ! Ayant reçu un jour des États-Unis, des échantillons de graminées, J. Rebischung, trop heureux de pouvoir enfin prendre Kerguelen en défaut, les avait exposés sur la paillasse, au fond du laboratoire, à l'opposé de la porte d'entrée. Il s'attendait à ce que Michel Kerguelen n'arrive pas à les déterminer. Mais à peine entré dans le laboratoire, Kerguelen avait réussi parfaitement à les identifier, à l'admiration de J. Rebischung, très désappointé ! A côté du groupe "graminées", il y avait Jean Picard qui travaillait surtout sur le trèfle violet, Yves Demarly, qui était rentré l'année précédente avec Kerguelen et qui avait en charge la sélection de la luzerne. Il y avait enfin Léon Félix, un ingénieur qui mettait en place les essais et était chargé de les analyser. Quand je suis arrivé au laboratoire, j'ai fait le tour des différents domaines d'étude. Puis on m'a confié des plantes qu'on avait laissées jusque là un peu de côté : le trèfle blanc et le sainfoin. Ce début d'autonomie a toutefois été infléchi par le départ d'Yves Demarly au service militaire. J'ai été chargé, en effet, d'assurer son intérim sur la luzerne jusqu'à son retour. Ce n'est qu'en 1953 que je me suis lancé dans l'étude de plantes annuelles (vesces et pois fourragers), travail que j'ai poursuivi, tant que je suis resté au laboratoire.

D.P. — **Est-ce que les divers laboratoires qui existaient dans la station d'amélioration des plantes de Versailles étaient très cloisonnés et vivaient beaucoup sur eux-mêmes ? Existait-il, au contraire, entre eux beaucoup de relations ?**

C.H. — Tous les labos étaient au courant de tout ce que faisaient les autres. Il faut dire qu'à l'époque, un facteur favorisait beaucoup les échanges : il y avait une pause de deux heures à midi. On mangeait à la cantine, ce qui nous prenait une demi-heure environ. Entre midi et demi et deux heures, il y avait ce qu'on appelait "*le radiateur*" : Tout le monde se retrouvait plus ou moins dans le couloir adossé aux murs et on discutait ensemble. On discutait de tout, y compris de la façon de refaire le monde, mais on parlait souvent de ce que les uns et les autres effectuaient, des problèmes qui restaient encore à résoudre et auxquels il conviendrait de s'atteler. On n'était pas toujours d'accord sur les mêmes choses et il y avait parfois des discussions véhémentes. Mais la station était un lieu de confrontation ouvert où les idées des uns et des autres étaient brassées en permanence. Les éléments les plus jeunes prenaient plaisir à ces discussions, mais des personnes plus âgées, comme J. Rebischung, A. Cauderon et même R. Mayer, y participaient volontiers.

D.P. — **Vous travailliez à quelle heure le matin ?**

C.H. — Je n'en ai pas souvenir exacte, mais ça devait être vers 8h 30. J'habitais à Paris et j'arrivais en train, sauf à une époque où Max Rives m'a convoyé dans sa vieille 4 CV (les frais d'essence étant partagés) avec Clautrier et Mme Durand, la secrétaire de R. Mayer. C'était toute une expédition ! Le retour se faisait le soir par la même voie, mais aussi souvent par le train, en raison des horaires différents des uns et des autres en fonction du travail qu'il y avait à faire.

D.P. — **Quelles responsabilités vous ont été confiées, dès votre arrivée ?**

C.H. — En amélioration des plantes, les responsables vous confiaient tout de suite des responsabilités. Il n'était pas question, en effet, de rester dans le sillage d'un plus ancien : on vous confiait immédiatement un secteur et c'était à vous de prendre les initiatives et de demander les conseils dont vous aviez besoin.

D.P. — Y avez-vous eu souvent recours quand il s'est agi, pour vous, de travailler sur des plantes jusque-là assez peu étudiées (comme la vesce) ?

C.H. — On commençait par chercher dans la bibliographie ce qui était connu sur la plante et on déterminait le programme des opérations à entreprendre. C'était très peu directif, à l'époque. Si on avait besoin d'un conseil, on n'hésitait pas à déranger un plus ancien. Les questions et les réponses étaient données au cours de ces discussions à bâtons rompus qui avaient lieu à la pause de midi. Tous les samedi après-midi étaient réservés, en plus, par R. Mayer à des exposés faits à tour de rôle sur ce que chacun faisait ou sur un sujet plus large d'intérêt général (par exemple, l'utilisation du calcul matriciel). Les discussions qui suivaient pouvaient se prolonger deux ou trois heures, faisant émerger de nouvelles questions.

D.P. — Quels rapports la station d'amélioration des plantes avait-elle avec les autres stations de Versailles ?

C.H. — Les rapports n'étaient pas systématiques. Notre laboratoire avait beaucoup de rapports avec la phytopathologie, mais assez peu avec la zoologie et l'agronomie. D'autres laboratoires, comme celui des céréales, travaillait beaucoup avec la bioclimatologie. Mais cet ensemble de relations était laissé au gré des affinités individuelles, des besoins et des thèmes de travail de chacun. A la différence des stations de zoologie et de pathologie qui faisaient prévaloir souvent l'ancienneté sur le mérite, celle d'amélioration des plantes permettait aux jeunes de se présenter à des concours, dès que l'un d'eux se trouvait ouvert. Ce qui nous a permis d'avancer souvent plus vite que la moyenne. Personnellement, j'ai bénéficié beaucoup du fait que je parlais et écrivais couramment l'anglais, ce qui à l'époque n'était pas très courant : comme J. Bustarret avait des responsabilités internationales très importantes (notamment à l'OCDE, où l'on cherchait à mettre au point un système international de certification des plantes fourragères), il m'a confié progressivement le soin de le seconder. Cette circonstance a été déterminante pour la suite de ma carrière : je me suis retrouvé, en effet, en 1956, aux réunions du groupe consultatif de l'OCDE en ce domaine. Ce groupe se réunissait deux fois par an : une fois en hiver, à Paris, au château de la Muette, une autre fois en été dans différents pays membres. Outre l'intérêt des visites qu'elles m'ont donné l'occasion de faire dans un grand nombre de pays étrangers (Hollande, Suède, États-Unis, Canada (1)), ces rencontres m'ont permis de nouer des relations dans tous les pays membres de l'OCDE. Les participants étaient de la génération de R. Mayer ou de la mienne. Les rapports amicaux que j'ai établis avec un grand nombre d'entre eux se sont consolidés tout au long de ma carrière professionnelle. J'ai retrouvé, en effet, les mêmes interlocuteurs à Bruxelles, ou à la tête d'organismes équivalents à celui dont je me suis occupé plus tard (qui n'était pas encore le GEVES), ce qui m'a permis de faire avancer beaucoup plus rapidement l'instruction des dossiers que j'ai eus en charge.

Dès 1961, j'ai participé à toutes les réunions qui ont abouti, en 1966, à la mise au point des directives de Bruxelles sur la commercialisation des semences des différentes espèces. Jusqu'en 1964, la méfiance et la dissimulation étaient les règles en vigueur, chacun des participants essayant de faire passer tout ce qui existait dans son propre pays et dénigrant tout ce qui venait des autres ! L'état d'esprit chauvin qui existait alors a changé toutefois complètement après le voyage de 1964, les participants ayant appris à la longue à s'apprécier et à mieux se connaître. Chacun s'est rendu compte, en effet, de la nécessité de travailler sur des bases plus solides, en n'oubliant certes pas ce qui existait dans son propre pays, mais en essayant de prendre systématiquement ce qu'il y avait de meilleur avec les autres. C'est ainsi que les choses ont pu progresser.

D.P. — Avant d'aborder ce point, je voudrais revenir au travail qui vous était confié dans le laboratoire de Rebischung. En quoi consistait-il plus précisément ? Vous obligeait-il à des investigations minutieuses à la paille ? Vous imposait-il des déplacements fréquents sur le terrain ? Avez-vous eu rapidement des collaborateurs ?

C.H. — Très tôt, une technicienne m'a été affectée. Il s'agissait, en fait, d'une ouvrière agricole qui avait été sortie de l'équipe de Louis Federspiel et que j'avais formée à faire les manipulations que je souhaitais : elle

m'aidait surtout à préparer les semis et à les réaliser. L'essentiel du travail se passait sur le terrain, aux Closeaux, où nous avons nos essais. Il fallait les mettre en place, effectuer les observations et les récoltes. Il y avait bien quelques tests de laboratoire que nous faisons (2). Mais l'essentiel du travail avait lieu au dehors ou en serre, quand il s'agissait d'effectuer des croisements contrôlés à la main.

D.P. — Comment la mise en place des essais était-elle organisée ?

C.H. — Il y avait une seule équipe d'ouvriers pour toute la station. C'était L. Federspiel qui la dirigeait. Il s'occupait des labours et des façons culturales, du traçage des parcelles. L'équipe réalisait les essais bloc avec le nombre des parcelles et des lignes demandées et participait à tous les travaux préparatoires. Quand nous avons besoin de personnel ouvrier pour faire les récoltes ou pour faucher, nous faisons appel à elle, mais les effectifs qui étaient mis à notre disposition se révélaient souvent insuffisants.

D.P. — Comment se réglait alors les problèmes de concurrence entre les besoins des diverses équipes ?

C.H. — Chaque jour, les équipes faisaient état de leurs besoins pour le lendemain. Il y avait des jours où ça tombait bien : on vous donnait cinq ouvriers pour récolter un essai et alors, en une heure, la besogne était finie. C'était à nous d'organiser le chantier et de prévoir les étiquettes pour qu'il n'y ait pas d'erreurs. Mais il y avait des jours où tout le monde avait besoin au même moment de main-d'œuvre. Au lieu d'avoir cinq personnes, les équipes n'en avaient alors qu'une, ce qui nous obligeait à prendre la faucille et à récolter comme les copains ! Pour nettoyer les pépinières, il nous est arrivé souvent de prendre la binette, parce qu'il n'y avait personne pour nettoyer, afin d'éviter d'être submergé par les mauvaises herbes. On mettait la main à la pâte. Personnellement, j'avais un problème pour faucher, parce que j'étais gaucher. Or, les faucilles sont coudées pour des droitiers. J'étais donc obligé de manier la faucille en faisant des revers ! Mais, avec de l'entraînement, j'obtenais quand même de bons résultats ! Ca m'a servi pour le tennis, parce que j'ai acquis finalement un revers bien meilleur que mon coup droit ! L'essentiel de nos activités se passait sur le terrain, mais on sortait beaucoup aussi chez les agriculteurs et les sélectionneurs, que ce soit dans le laboratoire de J. Rebuschung ou dans celui de A. Cauderon.

D.P. — Votre travail, à cette époque, n'était-il pas davantage un travail d'agronome qu'un travail de chercheur ?

C.H. — Il n'était pas encore question, à cette époque, de biologie moléculaire, et à part les personnes qui travaillaient au laboratoire de cytogénétique et qui restaient devant leur microscope une bonne partie de la journée, les autres travaillaient essentiellement sur le terrain. Elles procédaient à quelques manipulations en laboratoire, mais celles-ci restaient peu fréquentes. Je me souviens que, sur des luzernes, on faisait des tests de germination de pollen pour étudier des problèmes de fertilité. Les points examinés n'étaient pas alors de la haute science. Par contre, pour faire de la sélection, nous étions contraints de mettre en place des dispositifs expérimentaux faisant appel aux méthodes statistiques : les méthodes de sélection utilisées étant tributaires des connaissances dont on disposait alors en génétique. Dans le domaine des plantes fourragères, il y avait deux particularités : comme la plupart des espèces étaient allogames, nous étions conduits à mettre en place des méthodes de sélection fondées sur les notions de polycross et à effectuer des calculs théoriques de génétique des populations assez poussés. La seconde particularité qui complexifiait un peu notre travail était que beaucoup d'espèces (dont la luzerne) étaient des tétraploïdes. Cela nous changeait un peu de la génétique classique des diploïdes avec disjonctions mendéliennes. Les systèmes de disjonction étaient, en effet, beaucoup plus complexes, avec des nullisomiques, des monosomiques, des tétrasomiques, etc., ce qui nous a contraints à avoir recours à des modèles théoriques un peu plus élaborés pour raisonner nos méthodes de sélection. Il est sûr que le travail de terrain contribuait à nous donner une meilleure connaissance de la plante entière que de la cellule. On essayait néanmoins de maintenir un certain équilibre entre les deux types d'approche.

D.P. — A quelle époque avez-vous passé les concours d'Assistant et de Chargé de Recherches ? Quels souvenirs en avez-vous gardés ?

C.H. — Arrivé en octobre 51, j'ai été nommé assistant le 1er août 1952. Le concours s'est bien passé pour moi. Je travaillais alors sur le trèfle blanc. Or, dans cette espèce, il existait un hétéroside cyanogène qui, par une manipulation, libérait de l'acide cyanhydrique, qu'on devait tester pour distinguer les variétés. A l'oral du concours d'assistant, il y avait des membres du jury qui venaient de l'Université, comme Lucien Plantefol, et des chercheurs de l'INRA. Quelqu'un m'a posé une question : *"N'est-il pas étonnant que quelque chose se passe avec ce fameux hétéroside cyanogène ?"* Je ne sais plus ce qui m'est passé par la tête à ce moment-là, mais au lieu de répondre à cette question embarrassante, j'ai réagi en faisant remarquer : *"Certes, mais est-ce que vous ne trouvez pas encore plus étonnant que cet hétéroside cyanogène ne tue pas les vaches ?"* A ce moment-là, j'ai eu la surprise de voir les membres du jury se mettre à discuter entre eux, aucun n'ayant le même avis sur la question. Leurs échanges de vues ont duré une bonne dizaine de minutes durant lesquelles ils ne se sont plus occupés de moi. A la fin, ils se sont aperçus que le temps imparti était écoulé et m'ont congédié. Je n'ai jamais eu de réponse à la question qu'ils m'avaient posée ! Mais c'étaient quand même des concours sérieux : pour 15 candidats, il y avait, en effet, seulement cinq postes offerts. Rien n'était gagné d'avance.

D.P. — Avez-vous passé le concours de chargé de recherches, dans la foulée ?

C.H. — J'ai été reçu chargé de recherches, le 1er mai 1955, trois ans après.

D.P. — Votre début de carrière a donc été fulgurant !

C.H. — Non, car c'était une particularité du département d'amélioration des plantes où il était admis que les chercheurs puissent défendre leurs chances, dès qu'ils remplissaient les conditions requises. On y allait alors carrément, et chacun s'efforçait de gagner ! On est rentré, par la suite, dans des périodes plus difficiles où il y avait 15 candidats pour un ou deux postes seulement. A l'époque de mon concours de chargé de recherches, je pense que la pression de sélection devait être encore de un sur trois, ce qui offrait de bonnes perspectives de promotion.

D.P. — Comment ont évolué, par la suite, vos activités ? Avez-vous été impliqué davantage dans les discussions internationales ?

C.H. — J'ai été nommé chargé de recherches en 1955 et, dès 1956, M. Bustarret m'a envoyé participer aux négociations de l'OCDE, ce qui me prenait pas mal de temps. J'ai continué pourtant, à cette époque, à poursuivre les travaux que j'avais entrepris. J'ai cherché notamment à élucider les problèmes de compétition interspécifique, les vesces étant cultivées le plus souvent en association avec des céréales. Mais, en 1959, le laboratoire a éclaté parce qu'une fondation, à Lusignan, a proposé à l'INRA un groupe de fermes venant de l'héritage de Xavier Bernard et dont elle n'arrivait plus à assurer la gestion. La Direction générale de l'INRA a décidé d'y transférer alors son laboratoire des plantes fourragères. Mais J. Rebuschung, pour des raisons personnelles, n'a pas voulu y aller, de même que moi-même.

D.P. — Quels sont les chercheurs qui ont accepté finalement de s'installer à Lusignan ?

C.H. — Léon Félix est monté à la Minière, Jean Picard est parti à Dijon, Michel Kerguelen à Rouen, chez M. Hesdin qui travaillait sur les prairies permanentes et qui avait besoin de ses connaissances en botanique. Par contre, Yves Demarly est parti à Lusignan avec les jeunes qui avaient été précédemment recrutés, Michel Gillet, Paul Mansat et Guy Lenoble qui avait repris les espèces dont je m'occupais. Jacquart y est resté un certain temps, mais en est reparti pour aller travailler dans le groupe Emberger à

Montpellier. C'est à cette époque qu'ont été créés la SARV, puis le SEI ; J. Rebuschung en a eu la charge, étant un homme de synthèse capable de traiter aussi bien des problèmes d'élevage que des problèmes d'agronomie. J'ai été affecté, pour ma part, à la Station nationale d'Essais de Semences qui se trouvait installée à Paris.

D.P. — De quoi s'occupait alors cette station ?

C.H. — C'était un laboratoire qui avait été créé, en 1884, par Émile Schribaux, un des grands agronomes français et un des initiateurs de l'amélioration des plantes en France, à la suite d'un voyage qu'il avait effectué en Allemagne, pays qui était très en avance sur ce point. Rattaché un temps à l'Agro où il était professeur, ce laboratoire s'occupait d'analyses des semences. Il était chargé d'analyser leur pureté spécifique, leur faculté germinative, leur teneur en eau. Il existait, en effet, déjà, à cette époque, toute une réglementation sur les qualités minimales pour que des semences puissent être commercialisées. Le laboratoire effectuait surtout des analyses de routine pour répondre aux demandes venant d'établissements de semences français qui souhaitaient mieux connaître la qualité de leurs lots ou qui avaient besoin d'un certificat officiel d'analyse pour effectuer des transactions sur le marché national ou international.

D.P. — S'agissait-il d'une instance administrative qui certifiait l'authenticité et la qualité des semences mises sur le marché ?

C.H. — A l'époque, le laboratoire d'essais de semences se préoccupait surtout de leurs qualités physiologiques : germination, pureté et teneur en eau. Il faisait partie d'une association internationale de laboratoires d'essais de semences, l'ISTA (International Seed Testing Association). Au moment où j'ai été affecté à cette station (le 1er Janvier 1960), le directeur était Pierre Voisenat. Celui-ci avait succédé à M. Bussard (resté en poste pendant une dizaine d'années, lui-même adjoint de E. Schribaux qui en avait gardé la direction pendant une trentaine d'années). M. Voisenat est resté également directeur de la station pendant une trentaine d'années. C'est moi qui l'ai remplacé, en 1967, lorsqu'il a demandé à faire valoir ses droits à la retraite.

La station avait pris du retard techniquement. Des étuves nouvelles avaient certes été installées avant que je n'arrive, mais les méthodes de travail restaient encore très routinières, ayant grand besoin d'évoluer. J'y avais été affecté pour créer des choses qui n'existaient pas. Il existait alors un embryon de laboratoire de pathologie des semences avec Claude Anselme, un phytopathologiste affecté à temps partiel, puis rapidement à temps complet, mais il n'y avait pas de laboratoire de contrôle variétal. Comme, à l'époque, étaient apparues les premières variétés polyploïdes, dans le domaine des plantes fourragères et des betteraves, il a fallu mettre au point une méthode de contrôle de routine de la polyploïdie. Il se trouve que, juste avant de prendre mes fonctions, j'avais fait à la fin de l'année 1959 un stage à la station de Wageningen, en Hollande, qui était alors la plus en pointe en ce domaine avec celle de Copenhague. Cette station disposait d'un atelier de micronettoyage qui permettait de déterminer le taux de déchets pour passer des semences brutes récoltées chez les agriculteurs à des semences commercialisables. Elle établissait des normes spécifiant l'importance de ces déchets, de façon à pouvoir régler les problèmes de rémunération des agriculteurs. Mais, alors qu'en Hollande ces opérations étaient conçues dans le cadre d'un vaste laboratoire avec beaucoup de personnel traitant des dizaines de milliers d'échantillons par an, nous avons souhaité effectuer non pas ce travail de routine, mais disposer d'un laboratoire capable d'arbitrer des litiges en cas de différends.

Une fois que notre système s'est trouvé rodé, nous avons pu travailler avec des effectifs plus réduits, servir d'arbitre aux professionnels, et effectuer certains tests à leur demande (par exemple, pour les Établissements Desprez, dans le cas des betteraves) pour déterminer les prix à payer aux agriculteurs. Il a donc fallu que je m'occupe de créer ces activités qui n'existaient pas encore et de favoriser le développement des études de pathologie qui prenaient de plus en plus d'importance. J'ai dû me battre, par ailleurs, pour obtenir des moyens dans une période marquée par un début de récession économique et vaincre les réticences de P. Voisenat, pathologiste de formation, mais littéraire peu porté sur les nouveautés techniques.

D.P. — Les compétences de la station s'étendaient-elles à toutes les semences ?

C.H. — La station avait vocation à s'occuper de toutes les semences, y compris les semences forestières (3). Elle était le laboratoire du Service de la Répression des Fraudes : tous les prélèvements que faisaient le Service des fraudes, à des fins de vérification, nous étaient envoyés pour analyse, ce qui lui permettait ensuite de poursuivre en correctionnelle les contrevenants ou de leur infliger des amendes.

D.P. — Votre travail a-t-il changé alors complètement de nature ?

C.H. — Non, pas vraiment. Il a gardé toujours une certaine continuité. La mission que m'avait confiée M. Bustarret, en 1956, en m'envoyant à l'OCDE, consistait à mettre au point un système international de certification des plantes fourragères, c'est-à-dire un système de contrôle des multiplications de semences, avec des systèmes rigoureux de générations : semences de base, semences certifiées de première et de deuxième génération. Un système qui comportait des inspections sur le terrain pour vérifier si les conditions d'isolement et de pureté fixées avaient été bien respectées. Ce travail impliquait des contrôles a posteriori des semences pour voir si le type variétal n'avait pas dévié (dans le cas des espèces à fécondation croisée). Je m'étais déjà engagé dans cette voie dans le cadre des plantes fourragères, en plus des travaux que j'effectuais sur les quelques espèces dont j'étais chargé. Mais il s'est agi alors d'étendre le contrôle variétal qui n'existait pas officiellement en France à toutes les autres espèces. Tout en gardant mon activité passée, j'ai eu à faire d'autres choses qui répondaient à ces besoins. A partir de 1961 (date à laquelle ont été mises au point les directives communautaires), j'ai élargi mes activités à toutes les espèces, tout en gardant les mêmes perspectives de travail. A l'époque, il faut dire qu'on n'avait pas les moyens de faire des recherches aussi poussées. Il y avait certes quelques recherches méthodologiques ; mais en germination et en pureté, il y avait des besoins énormes que l'encadrement et les moyens permettaient mal de satisfaire. Contraints constamment de parer au plus pressé, il a fallu du temps pour arriver à améliorer l'outil. Les développements ont dû beaucoup à cette époque aux circonstances. Les problèmes psychologiques à surmonter n'étaient pas négligeables, P. Voisenat se rendant bien compte que la Direction générale de l'INRA m'avait nommé là pour prendre sa suite.

D.P. — N'était-il pas lui même un agent de l'INRA ?

C.H. — Il l'était devenu, parce que la station avait été rattachée à l'INRA. Du temps d'Émile Schribaux, la station avait été rattachée à la recherche, puis était passée au Service de la répression des fraudes. Mais, comme ce service n'avait pas les moyens d'assurer son fonctionnement, elle était revenue à l'INRA, dans les années 1953-1954. P. Voisenat, qui était le directeur du temps de la répression des fraudes, s'est trouvé alors intégré à l'INRA comme directeur de recherches. Il assurait la direction administrative de la station qu'il considérait un peu comme sa chose. Mais il ne voyait guère d'un bon œil qu'on vienne bousculer ses habitudes en créant des secteurs nouveaux. Il aimait mal, par ailleurs, prendre des décisions, comme le montre l'anecdote suivante : la pathologie qui avait commencé peu de temps avant que je n'arrive, avait recruté, au niveau "5B", un jeune technicien, Rémi Champion, (devenu par la suite ingénieur de recherches). Formé par Anselme, il partageait son temps entre Versailles et la station. Mais Champion avait du mal à faire son travail, parce qu'il n'avait que 200 boîtes de Pétri à sa disposition qu'il passait son temps à laver pour effectuer ses tests de routine. Je n'avais pu m'empêcher d'intervenir auprès de P. Voisenat en réclamant, pour lui, l'achat de 500 boîtes supplémentaires. P. Voisenat avait fini par accepter, mais, le lendemain matin, il est revenu me voir dans mon bureau, en me disant qu'il avait réfléchi et que ce serait bien mieux de n'en acheter que 100 pour commencer. Comme je lui ai fait remarquer que la commande était déjà partie, il est rentré dans son bureau, fort mécontent. Cette anecdote montre l'absence de tout calcul économique qui prévalait à l'époque. A une époque où le manque de main d'œuvre se faisait déjà cruellement sentir, on refusait d'acheter des boîtes en plastique jetables et on mégotait sur les quantités (on en a consommé, par la suite, plus de 150.000 par an !).
Quand P. Voisenat a demandé, en 1967, à faire valoir ses droits à la retraite, j'ai été désigné pour le remplacer. Mais il faut dire que le ministère de l'Agriculture avait demandé, quelques années plus tôt,

à récupérer la moitié des locaux de la rue de Picpus (un bâtiment de l'ancien couvent, adossé au Centre technique du Bois) pour établir son Centre de Calcul informatique. Avec les crédits qu'il a accepté de débloquer pour que nous quittions les lieux, nous avons pu faire construire le premier bâtiment préfabriqué de La Minière. Les affaires ont été rondement menées, grâce au zèle et à la compétence de M. Viéville qui était ingénieur des travaux et a tenu lieu d'architecte. Les travaux ont débuté en Octobre 1963 et au mois de Janvier suivant, nous avons pu entrer dans nos murs. Dans un premier temps, il n'y a eu que la moitié de la station qui s'est retrouvée à la Minière. Le laboratoire de pureté spécifique et d'analyse de la teneur en eau, ceux de pathologie et de cytologie se sont installés sur le plateau, tandis que restait, à Paris, celui de germination. Cette dispersion géographique a posé beaucoup de problèmes parce que c'étaient les mêmes échantillons qui servaient successivement à faire les analyses de pureté et de germination. Il a donc fallu organiser, deux fois par jour, une navette entre La Minière et Paris, ce qui n'était pas très commode mais nous a été quand même profitable dans la mesure où elle nous a obligés à réfléchir sérieusement aux problèmes d'organisation des circuits. Il n'était plus question, en effet, de poursuivre dans les mêmes conditions qu'auparavant : il arrivait, en effet, qu'on ne retrouve pas un échantillon parce que les circuits n'étaient pas normalisés. Comme j'ai dû rester à cette époque chez moi, m'étant cassé une jambe en jouant au tennis, je me suis plongé dans la théorie des files d'attente et ai réfléchi à la façon de résorber les embouteillages que nous connaissions alors. Les analyses de semences présentent un caractère cyclique et il arrivait qu'on ait à certains moments de l'année, insuffisance ou surabondance de nos effectifs par rapport au travail à faire. C'est ainsi que je me suis aperçu qu'il suffisait d'une surcharge de 2 % pour arriver, par des effets cumulés, à des retards tout à fait prohibitifs. La situation a pu toutefois nettement s'améliorer quand nos activités ont pu être regroupées à la Minière.

D.P. — Combien y avait-il, à cette époque, de personnes qui travaillaient dans votre station ?

C.H. — La station d'essais de semences comprenait deux laboratoires principaux, germination et pureté, comprenant environ 25 personnes chacun. Au total, la station tournait autour de 65 personnes. En améliorant les méthodes de travail et les circuits, il a été possible de réduire un peu les gros laboratoires et d'affecter plus d'agents à la pathologie et à la cytologie. Nous avons pu effectuer également quelques recrutements et améliorer sensiblement les compétences des agents. Les analystes de semences étaient, pour la plupart, des personnes dépourvues de formation préalable. Elles avaient été formées sur le tas. C'étaient des personnes qui, dans une activité privée, auraient occupé des postes de femmes de ménage ou des postes équivalents. Mais on s'est vite aperçu que des personnes qui avaient une formation secondaire ou universitaire n'étaient pas faites pour cette activité répétitive et fastidieuse qui nécessitait une grande concentration. Intellectuellement parlant, elles faisaient très bien le travail qui leur était demandé, mais ne pouvaient presque jamais s'astreindre à une répétitivité constante. Il fallait aussi reconnaître que les femmes montraient plus de dispositions pour ce travail que les hommes qui étaient à la fois moins rapides et moins adroits.

D.P. — Comment était faite la formation du personnel dont vous aviez besoin ?

C.H. — Elle était faite sur place par les chefs de travaux. Les personnes qui venaient travailler au laboratoire apprenaient à reconnaître les diverses semences. Et il y en a qui sont difficiles à distinguer ! Distinguer un ray-grass d'une fétuque sur la baguette, cela s'apprend ! Après quatre ou cinq ans de métier, les agents connaissaient tous les noms latins des espèces et étaient beaucoup plus forts en botanique pratique que bien des étudiants de licence.

D.P. — S'agissait-il de personnes qui travaillaient temporairement ou de façon permanente ?

C.H. — La main-d'œuvre employée était constituée principalement par des ouvriers permanents du régime général. Il y avait des pointes de travail très fortes durant l'hiver mais, durant l'été, comme il y avait moins d'analyses à faire, une partie des ouvriers était mise à la disposition d'autres laboratoires de

l'INRA. Il y en avait ainsi qui allaient à Jouy nettoyer les poulaillers. Quand nous avons pu regrouper sur le site de la Minière toutes nos activités, nous avons pu faire se suivre les périodes de pointe des unes et des autres et assurer un emploi plus continu, en faisant glisser les personnes d'un secteur à l'autre. C'était une meilleure façon d'utiliser les compétences acquises par chacun. Cette habitude qu'on avait prise de former des agents en les prenant sans aucune formation s'est révélée utile quand il s'est agi de faire des propositions de reconversion du site du Magneraud. Il y avait là un personnel de type ouvrier agricole dont le travail consistait à nettoyer les poulaillers, ramasser les œufs, faire beaucoup de tâches répétitives et non spécialisées. Nous avons déposé un projet d'emploi d'un grand nombre de ces éléments, avec un ou deux ingénieurs d'encadrement. Il y avait alors, à la direction générale, diverses personnes qui mettaient en avant les manipulations de bas de gamme, comme seule possibilité de reconversion (4). Nous nous sommes battus pour faire admettre l'idée que d'autres alternatives étaient envisageables. Nous avons eu finalement gain de cause et les meilleurs éléments ont demandé à venir chez nous, formant vraiment une très bonne équipe.

Le problème de la reconversion du Magneraud s'est posé à l'époque où apparaissaient les prémices de la biologie moléculaire. Dans ce qui constituera plus tard le GEVES, nous étions alors conscients de l'intérêt que pourraient avoir les méthodes biochimiques pour l'identification des variétés. Nous voulions absolument nous doter d'un laboratoire compétent et avons profité de l'opportunité que nous offrait la reconversion du Magneraud, en plus de nos installations à la Minière, pour proposer la création d'un laboratoire de biochimie. Nous nous sommes heurtés à J. Poly qui était hostile à l'ouverture d'un tel laboratoire au sein du GEVES. Il voulait bien que le GEVES demande à des laboratoires de biochimie de l'INRA de faire pour lui des analyses, mais leur dynamique et leurs ambitions étaient trop différentes des nôtres. Il y avait tout un problème de méthodologie à mettre au point. Les laboratoires de l'INRA nous auraient fait, sans doute, les analyses qu'on leur aurait demandées, mais ne nous auraient jamais donné d'interprétation ensuite. Il y a eu une bagarre à couteaux tirés, au point que Francis Rinvile, directeur adjoint administratif, m'a interdit dans un souci d'apaisement d'aller voir directement J. Poly. Il a accepté de servir d'intermédiaire et, comme je suis très têtu, j'ai fini par l'emporter mais la discussion n'a pas toujours été facile.

D.P. — Comment ont évolué vos activités, une fois les différents laboratoires de votre station regroupés à la Minière ? Qu'est ce qui va donner naissance finalement au GEVES ?

C.H. — A la fin des années soixante, il y avait eu des négociations internationales auxquelles j'avais participé sur la protection des droits de l'obtenteur. C'était surtout du domaine de M. Bustarret, de M. Mayer et de M. Laclavière qui était le chef du service des affaires générales de l'INRA à l'époque et qui s'occupait des aspects juridiques. Les obtenteurs privés étaient très concernés par ces nouvelles mesures. J'étais intervenu personnellement très tôt dans ce circuit parce que j'étais vice-président du groupe consultatif de l'OCDE, depuis 1957. L'OCDE avait été invité à la conférence diplomatique qui s'était tenue à Paris pour la signature de la convention sur la protection des obtentions végétales. Il m'avait demandé de le représenter à cette conférence diplomatique, en 1961. C'est à cette date que j'ai commencé à m'intéresser à ces problèmes de protection des obtentions végétales. Mais la loi française ratifiant cette convention n'est sortie qu'en 1971, soit dix ans après. La situation, à cette époque, était la suivante : à la Minière, il y avait, dans un ensemble de bâtiments, la station proprement dite d'essais de semences qui était revenue de la rue Picpus avec des laboratoires nouveaux de pathologie et de cytologie qui s'étaient développés entre temps. Mais, à côté d'elle tout en en faisant organiquement partie, il y avait aussi le service de contrôle variétal, qui faisait les contrôles a posteriori pour le compte du service officiel de contrôle et de certification (surtout sur les plantes fourragères). Il existait, par ailleurs, à La Minière, avant même que la station d'essais de semences ne s'y installe, le service de Michel Simon qui était chargé de l'étude des nouvelles variétés des céréales à paille. Il faut dire qu'alors l'INRA était chargé par le ministère de l'Agriculture de toutes les études des nouvelles variétés pour l'inscription au catalogue officiel. Ces études, qui comportaient ou non des essais agronomiques, pouvaient demander deux à trois ans selon les cas, étaient réalisées par les différents laboratoires (laboratoire des plantes fourragères, laboratoire des céréales, laboratoire du maïs, de l'orge et de l'avoine, etc.). L'avantage pour les laboratoires qui faisaient surtout de la sélection était d'être au courant, avant qu'elles ne soient commercialisées, de toutes les variétés du domaine privé, françaises

ou étrangères, qui allaient être commercialisées en France. Ils avaient une connaissance complète de la gamme variétale du moment, avec une anticipation de deux ans ou de trois ans sur ce qui allait pouvoir arriver. Les connaissances acquises par l'étude du matériel végétal leur permettaient très bien d'ajuster, en conséquence, leurs méthodes de travail, ce qui était une bonne chose. Mais la sélection prenait d'autant plus d'ampleur que la protection des droits de l'obteneur promettait d'être payante. Aussi la charge risquait de devenir trop lourde pour les laboratoires qui y consacraient déjà 50% de leur temps et les détournait fâcheusement de travaux plus fondamentaux. La question s'est posée, en premier, pour les blés, parce qu'en ce domaine, il y avait beaucoup de sélectionneurs privés qui proposaient des variétés en France. Les premières études de variétés ont donc concerné les céréales à paille. Elles ont été réalisées par Michel Simon, ingénieur du laboratoire du blé qui avait été formé à toutes ces méthodes d'identification par P. Jonard et qui était monté à La Minière (où il y avait plus de place qu'à Versailles) avec quatre ou cinq personnes spécialisées dans l'étude des céréales à paille. Mais, avec la promulgation de la convention sur la protection des obtentions végétales, il y a eu besoin d'entreprendre des études botaniques plus poussées, (en matière de DHS, Distinction-Homogénéité-Stabilité), sur une gamme plus large d'espèces et à une échelle géographique plus grande. Comme ces études réclamaient des moyens qui n'existaient pas, s'est posée la question de libérer les stations d'amélioration des plantes d'une partie de leurs tâches de routine, et de constituer une unité plus spécialisée : il existait déjà, à Versailles, le service d'expérimentation agronomique de Gérard de Fosseux, avec Louis Henry comme adjoint, qui avait mis au point les programmes informatiques avec le service de Jacques Arnoux, pour faire l'analyse des résultats. Quand les projets ont été mûrs, l'INRA a mis le ministère en face de ses responsabilités, faisant valoir qu'il ne pourrait pas entreprendre les études nécessaires à la protection des obtentions végétales avec les moyens existants. Un accord a été conclu, au cours d'un cocktail, entre Jacques Chirac, ministre de l'Agriculture, et Jean Deleau, dirigeant de l'AGPB et président d'Unigrains, chacun s'engageant à dégager un crédit d'un million cinq cent mille francs. Le ministère de l'Agriculture a accepté, en outre, à une période de restrictions budgétaires, d'ouvrir 37 postes nouveaux pour recruter des ingénieurs et des techniciens. C'est donc en 1971 qu'a été créé le GEVES (Groupe d'Etude et de Contrôle des variétés et des semences), la loi sur la protection des obtentions végétales en ayant été le catalyseur. Il a été décidé de former un ensemble avec tout ce qui concernait l'application de la réglementation et du contrôle des semences et des variétés. La station d'essais de semences, avec son secteur de contrôle variétal, a fusionné alors avec le laboratoire d'étude des variétés dont les missions ont été élargies à toutes les espèces (il ne s'occupait jusque-là que des céréales à paille) et avec le service d'expérimentation qui n'est monté à La Minière qu'un ou deux ans plus tard, parce qu'il fallait le temps de construire des bâtiments pour l'héberger. J'ai été nommé directeur de l'ensemble qui est resté pendant un temps rattaché au département d'Amélioration des plantes.

Les choses ont commencé, au départ, avec une organisation très simple : j'avais un adjoint, Marcel Dauphin, un pied noir rapatrié qui s'est occupé ici du contrôle variétal, tant que j'étais à Paris, et qui a supervisé sur place tout le contrôle variétal. Sont venus, par la suite, le second M. Yves Bouchet qui est maintenant directeur technique de la FNAMS, puis M. Anselme (qui était venu travailler à plein temps en pathologie à la station, avant de prendre la responsabilité de la station d'essais de semences). M. Simon a pris la responsabilité de tout ce qui était étude des variétés en vue de l'inscription au catalogue et du secrétariat du CTPS), avec G. de Fosseux, comme adjoint. G. de Fosseux est devenu administrateur de La Minière, après le départ de M. Dauphin.

C'est à cette époque que se sont échelonnées les implantations "extérieures" du GEVES, notamment au Thor, près d'Avignon, à Saint Laurent du Var (5), à Montpellier et à Mons-en-Chaussée (6). Il ne pouvait être question alors de faire de la recherche pure, mais il fallait ancrer le dispositif de façon solide et accroître son autonomie. Pour y arriver, j'ai commencé par faire admettre que l'INRA ne remette pas en cause les 184 postes budgétaires qui existaient à l'époque. S'il y avait un départ, il était entendu, en effet, qu'il ne serait pas transféré ailleurs. Cela n'a pas été facile à obtenir, mais l'INRA a fini par admettre qu'il maintiendrait au moins nos effectifs, à défaut de les augmenter. C'était un acquis déjà important. Mais je me suis vite rendu compte qu'il fallait acquérir une puissance financière plus forte pour pouvoir mener à bien une politique. Je disposais alors d'un très bon corps d'ingénieurs et d'adjoints capables de se débrouiller pour assurer les tâches quotidiennes et les faire évoluer. Mais, comme j'ai vite compris que ce n'était pas du côté de l'INRA qu'il fallait que je me tourne pour ancrer plus solidement le système, j'ai cherché à obtenir un soutien plus large de la profession.

Il se trouve que le président du GNIS était alors Victor Desprez avec lequel je m'entendais mieux qu'avec son directeur, M. Wannerooy. J'ai pu associer, par ailleurs, plus étroitement des responsables de la profession, comme M. André de Vilmorin, aux affaires du GEVES. Nous avons organisé, à partir de 1979-80, une réunion annuelle de ce qu'on appelait la commission financière, au cours de laquelle nous exposions nos problèmes aux professionnels et le bilan des recettes et dépenses de l'année précédente ainsi qu'une autre réunion qui se tenait en général le même jour où se trouvaient réunis toutes les organisations professionnelles, les Instituts techniques, les sélectionneurs, qui travaillaient pour nous, en tant que prestataires de services (7). Une fois acquise notre autonomie financière, nous avons pu mener une politique indépendante et autofinancer tout ce qui était crédits de fonctionnement, d'investissements, main-d'œuvre occasionnelle et "postes supplémentaires".

D.P. — Est-ce que le département d'amélioration des plantes n'a pas regretté le départ hors de son sein d'un organisme dont les activités pouvaient être pour lui fort rémunératrices ?

C.H. — Non, car au niveau où étaient les tarifs à cette époque, les recettes escomptées étaient sans commune mesure avec les dépenses à supporter. Mais, en outre, a joué un autre facteur d'ordre psychologique : les professionnels accusaient l'INRA d'être juge et partie. Ils le suspectaient, en effet, de favoriser toujours ses propres variétés aux dépens des leurs. Ce soupçon s'est trouvé renforcé par un incident majeur qui est survenu quand les premiers catalogues de plantes fourragères ont été ouverts : on s'est aperçu, en effet, après examen anonyme des dossiers du CTPS, que toutes les variétés du privé avaient été refusées alors que toutes les variétés de l'INRA avaient été acceptées. Il avait fallu refaire une nouvelle séance de CTPS pour corriger le tir, un mois plus tard. Cet incident évidemment n'avait guère arrangé les choses. C'est pour mettre un terme à ces critiques que l'INRA a éprouvé, le 1er juillet 1985, le besoin de séparer encore plus nettement les activités du GEVES de celles du département d'amélioration des plantes. Le GEVES est devenu, à cette époque, non seulement un département distinct, mais aussi un centre budgétaire, au même titre que les Centres de recherches de Versailles ou de Jouy (8). Cette double structure lui a permis de mener la politique autonome qu'il souhaitait. Un des problèmes auquel il s'est trouvé confronté a été celui des effectifs supplémentaires : ses activités se développant, il ne pouvait plus être question de se contenter des 184 postes garantis, plus les 37 que le Ministère avait mis à sa disposition. Il a fallu recourir à des astuces diverses, avant que le GEVES ne devienne un GIP (Groupement d'Intérêt public) ; notamment l'emploi d'agents recrutés par le GNIS (Groupement national interprofessionnel des Semences). Le montant de leurs salaires était reversé par la suite au GNIS. Cet expédient a commencé avec trois agents mais, à la fin, il en concernait 32 ou 33. C'était une difficulté parce que ces agents étaient comptabilisés dans les effectifs du GNIS et se trouvaient menacés quand le GNIS était obligé de procéder à des licenciements économiques.

D.P. — La création du GIP s'est-elle heurtée à des difficultés ?

C.H. — Dès que le GEVES a été créé, la question du statut juridique à lui donner s'est trouvée posée. La formule du GIS (Groupement d'intérêt scientifique) a été envisagée un temps mais refusée par le ministère des Finances qui ne souhaitait pas créer de nouveaux établissements publics. Mais M. Jean-Claude Bousset et Mlle Chantal Boucher ont réussi à faire accepter, dans les années 1987-88, l'idée d'un groupement d'intérêt public avec trois partenaires, l'INRA, le GNIS et le Ministère de l'Agriculture. La difficulté est venue du fait qu'un GIP était destiné, en principe, à accomplir un objectif précis et bien délimité dans le temps, mais nous nous sommes quand même accrochés à cette formule parce qu'il y avait un gros inconvénient à poursuivre nos activités au sein même de l'INRA : percevant de grosses sommes d'argent avant de commencer ses travaux, le GEVES disposait d'une trésorerie très confortable qu'il ne pouvait pas valoriser puisqu'il n'avait pas la capacité d'effectuer lui-même des placements. Il fallait trouver une formule qui lui donne un statut de droit privé et qui permette de reprendre les agents du GNIS en interne. Il a fallu du temps pour lever tous les obstacles, le statut définitif n'ayant été entériné qu'après mon départ à la retraite.

D.P. — Quand êtes-vous parti à la retraite ?

C.H. — Je suis parti à la retraite, le 4 janvier 1989, le jour de mes 60 ans. J'avais atteint alors les 37 ans et demi qui me donnaient le plafond de la retraite. Comme j'avais passé les 18 derniers mois en cessation progressive d'activité pour m'occuper de ma femme handicapée par la maladie, il fallait impérativement que je parte à 60 ans. J'aurais souhaité que mon successeur puisse passer au moins un an avec moi pour prendre le relais mais, en fait, ce laps de temps a été plus court que prévu.

D.P. — Qui vous a succédé à la tête du GEVES ?

C.H. — C'est Pierre-Louis Lefort qui a achevé la transformation statutaire qui s'est faite dans le courant de l'année 1989, date de mise en place du conseil d'administration présidé par Jean-Claude Bousset. C'est lui également qui a réalisé le transfert de la station d'essais de semences à Angers. Il faut dire qu'il y avait eu une première tentative en ce sens : dans les années 1966-67, il avait été question de s'installer dans la vallée de l'Authion où E. Pisani souhaitait développer des activités. J. Bustarret était alors directeur général et il m'avait clairement laissé entendre que j'avais toutes les aptitudes pour devenir directeur de recherches, mais que je devais accepter d'aller m'installer à Angers. Je lui avais répondu que je n'avais pas d'objection de principe à y aller. J'ai été nommé directeur de recherches, en 1967, mais est survenu alors ce que je pressentais : 200.000 F nous ont été royalement accordés pour effectuer le transfert, alors que les études techniques que j'avais faites avec M. Dauphin évaluaient à 20 millions de francs nouveaux les crédits nécessaires. Faute de crédits suffisants, le projet avait dû alors être abandonné.

D.P. — L'installation du GEVES à Angers s'est donc faite après votre départ ?

C.H. — M. Pierre-Louis Lefort m'a demandé ce que j'en pensais. Je lui ai répondu que le moment me paraissait favorable. Le GEVES disposait, en effet, de 10 millions de francs de trésorerie qui était en réserve d'investissement. Le ministère était prêt, au nom de la décentralisation, à dégager des crédits supplémentaires, ainsi que la DATAR, la Région et le Département. Il y avait, en outre, très peu de problèmes à craindre au niveau du personnel, les agents étant conscients d'y gagner au change, au niveau de leur qualité de vie. Les quelques cas à régler pouvaient l'être par mobilité interne au sein même de l'INRA.

D.P. — Vos activités ont été dans un premier temps d'ordre surtout scientifique, mais très vite vous avez été confronté à une multitude de problèmes techniques, financiers et organisationnels à régler. Y a-t-il eu d'autres problèmes dont vous avez dû vous occuper ?

C.H. — Je n'ai pas parlé des problèmes posés par l'informatique. J'avais un très bon ingénieur informaticien et moi-même à l'époque, j'avais fait un stage de "management" avec Francis Rinvillle. Je pressentais déjà qu'un jour ou l'autre, nous aurions besoin d'avoir un réseau opérationnel. Mais c'était l'époque où il n'était pas question d'avoir le libre choix du matériel. Nous savions bien que le matériel Bull n'était pas très facile d'emploi pour des non-initiés, mais il fallait bien l'accepter. Aussi avons-nous établi un cahier des charges très rigoureux. Bull a enlevé le morceau mais il n'avait pas vu le coup venir : ayant soumissionné très bas pour l'emporter sur ses concurrents, il s'est trouvé incapable de fournir ce à quoi il s'était engagé. Aussi a-t-il été obligé de rajouter pour 50 millions d'anciens francs de matériel pour pouvoir répondre au cahier des charges. La Commission informatique du ministère de l'Agriculture a été très étonnée : d'habitude, c'était l'inverse plutôt qui se produisait. Les moindres oublis étaient facturés après coup très cher. Là, Bull a été obligé "d'aligner" 50 millions de francs, si bien que lorsque, deux ou trois ans plus tard, il a fallu passer à l'échelon supérieur au point de vue matériel informatique, Bull n'a pas répondu à notre nouvel appel d'offre. Au plan international, l'action a surtout été marquée par la mise au point de toute la réglementation CEE, les problèmes de l'OCDE, la protection des obtentions végétales. J'ai été très impliqué dans ces

négociations internationales, allant cinq ou six fois par an à Genève dans divers groupes de travail. Pendant un certain temps, les gouvernements français et allemands ont décidé de favoriser les échanges de fonctionnaires d'un pays à l'autre. C'est ainsi que le GEVES a accueilli, pendant près de huit mois, un fonctionnaire allemand d'un organisme homologue, qui a travaillé dans nos services, assistant même aux réunions du CTPS. Ces échanges se sont avérés a posteriori très bénéfiques en permettant de développer des coopérations bilatérales entre les deux pays sur les diverses espèces végétales.

D.P. — Qu'est ce qui vous a poussé à développer très tôt des échanges avec l'étranger ?

C.H. — Je le dois à la bonne connaissance de la langue anglaise que j'ai apprise étant enfant et que j'ai améliorée au lycée où les soldats américains, cantonnés à Chaumont à la Libération, venaient chercher souvent les meilleurs élèves pour leur servir d'interprète.

D.P. — Avez-vous gardé des traces de toutes les négociations auxquelles vous avez participé au niveau international ?

C.H. — Non, je n'ai pas du tout l'esprit archiviste. J'étais porté surtout à secouer le cocotier et avais tendance à m'en remettre à mes adjoints pour stabiliser le terrain derrière moi. Aussi n'ai-je pas conservé personnellement beaucoup de notes. J'ai conservé, par contre, des relations épistolaires avec tous les collègues avec lesquels j'ai travaillé en Angleterre, en Allemagne, en Hollande. Je suis honorary fellow du NIAB à Cambridge. J'ai entretenu avec certains de mes collègues que j'ai connus à l'étranger des relations très amicales, en dehors du cadre professionnel. Ces rapports cordiaux ont facilité parfois grandement les choses. Mais je suis au fond moins un historien qu'un homme d'action désireux d'élaborer et de mener à bien une politique.

D.P. — L'itinéraire professionnel que vous avez suivi correspond-il à l'idée que vous vous faisiez de la recherche, au début de votre carrière ? Compte tenu de votre expérience, que pensez-vous des objectifs et des méthodes de la recherche aujourd'hui ?

C.H. — Je serais assez critique, à cet égard, mais les choses ont beaucoup changé depuis mon entrée à l'INRA : prenons le secteur des semences et des variétés. Quand la station d'essais de semences a commencé à fonctionner, en 1884, la seule chose qui importait était de savoir si une semence germait ou si elle ne germait pas. La variété dont elle faisait partie était considérée comme un problème mineur. Les homonymies, les synonymies, les fraudes étaient alors nombreuses. Mais avec l'apparition des grandes variétés comme Étoile de Choisy ou Capelle, la station est tombée dans un excès inverse : il n'y a plus eu que la variété qui comptait ; on oubliait que si les semences de ces variétés ne germaient pas, ça ne donnait rien dans le champ. Et puis progressivement, par une série de mouvements pendulaires, on a fini par arriver à une conception plus cohérente, plus harmonieuse. Mais aujourd'hui, je serais tenté de dire qu'on est entré dans une phase où on a presque oublié que l'agriculture se faisait avec des plantes entières. On est tombé dans les excès de la biotechnologie qui, en attirant à elle tous les crédits, a fait qu'il n'y a plus aujourd'hui de généralistes. La physiologie végétale, la connaissance intime des plantes, l'étude de leurs interactions ont été un peu perdues de vue, au profit de la génétique cellulaire et moléculaire. Je reste persuadé, pour ma part, que les recherches sont trop coupées de nos jours de l'agriculture et perdent de leur efficacité parce que, si on arrive bien à réaliser diverses manipulations, on ne sait pas encore les intégrer dans le fonctionnement de la plante entière. Si on considère le rapport coût/efficacité de tout ce qui a été fait jusqu'ici en biologie moléculaire, je ne suis pas sûr que les résultats spectaculaires qui ont été obtenus dans certains domaines aient eu des retombées aussi notables au niveau des applications. Une autre critique que je formulerais vient des procédures actuelles de recrutement du personnel. Évidemment, nous ne pouvons pas nous permettre de faire n'importe quoi, mais nous avons la liberté très grande de recruter qui nous voulions. Or, le profil d'un bon ingénieur pour les activités du GEVES ne correspond pas forcément à celui d'un bon ingénieur de biologie moléculaire. En nous assujettissant aux règles des concours nationaux de recrutement, nous n'avons plus l'assurance de

recupérer les meilleurs éléments pour nos besoins. Alors que les procédures anciennes avaient permis de constituer un corps excellent d'ingénieurs, avec le minimum de perte de temps. M. Bonnemaïson, un sélectionneur privé aujourd'hui décédé, qui constatait les tendances à la bureaucratisation à l'INRA, le comparait à ces organismes vieillissants qui s'autophagocytent par l'excès des réunions administratives ou qui émettent des pseudopodes vers les pays en voie de développement. C'était sans doute exagéré, mais j'ai connu une période où les choses étaient plus simples que maintenant.

J'ai ressenti une possibilité d'action plus grande au GEVES qu'au département d'amélioration des plantes parce que j'avais la maîtrise complète du point de vue financier. Il y avait aussi un problème de taille critique. A mon avis, le département d'amélioration des plantes était trop gros. Je pense que la gestion de plus de 1000 personnes est difficilement réalisable. Il faut, sans doute, atteindre une masse critique minimum, mais il y a toutefois un seuil à ne pas dépasser. Il me semble qu'un ensemble de 150 à 300 personnes représente un effectif idéal. La convivialité entre elles et l'autonomie dont elles disposent peuvent permettre alors des actions concertées et efficaces tant internes qu'externes.

Cela me fait songer à une mission que j'avais faite en URSS, avec M. Simon, pour l'étude des variétés. Une date avait été prévue, mais deux jours avant le départ, coup de fil de l'Ambassade qui nous avertit que notre mission serait différée. Devant notre refus de remettre à plus tard, le jour de départ a été maintenu. Nous nous sommes rendus compte sur place des raisons des réticences à notre venue : pour garantir les droits des minorités, tous les documents qui devaient nous être remis devaient avoir été préalablement traduits dans toutes les langues officielles des États, ce qui représentait un travail bureaucratique considérable !

D.P. — Le fait d'avoir délaissé la recherche pure et dure pour vous consacrer à des problèmes de développement a-t-il été critiqué par votre entourage ?

C.H. — Non pas du tout ! Je me suis lancé dans cette aventure parce que j'avais des obligations familiales à Paris, qui m'empêchaient de partir. J'aurais pu m'adapter à autre chose, mais je n'ai jamais accepté comme une évidence le système existant.

D.P. — Avez-vous connu dans votre carrière des périodes de doute ou de passage à vide ?

C.H. — Passage à vide non, mais irritation oui ! Chaque fois que j'étais obligé de dépenser beaucoup de salive et de temps pour faire avancer les choses, cela m'énervait sans me faire sortir pour autant de mes gonds. Cela me poussait plutôt à m'accrocher pour avoir gain de cause.

J'ai eu la satisfaction de réussir plusieurs challenges, de concevoir des choses nouvelles au Magneraud en travaillant avec Yves Bouchet, un excellent ingénieur. J'ai été heureux également de travailler au début, à l'OCDE où j'ai pu avoir beaucoup de contacts et contribuer à dégager un nouveau corps de doctrines. J'ai toujours bénéficié d'une très grande liberté : quand je suis allé à Bruxelles puis à Genève, j'ai pu me rendre compte de l'importance des fonctionnaires permanents qui s'y trouvaient. Il y avait une perte de charge importante à Bruxelles parce que les réunions étaient mal préparées et n'avaient trait qu'à des textes juridiques, alors qu'à Genève, il y avait d'excellents secrétariats et le travail consistait à formuler de simples recommandations.

Je n'ai reçu qu'une seule fois des instructions gouvernementales (9). Les points de vue que nous essayions de faire valoir résultaient essentiellement des discussions que nous avions au sein du CTPS et des contacts que nous avions au Ministère ou avec les professionnels.

D.P. — Comment expliquez-vous cette absence de directives formelles des autorités gouvernementales ?

C.H. — Les organisations professionnelles suivaient de près les négociations en cours, mais les politiques considéraient qu'il s'agissait d'un domaine trop technique et comptaient sur les fonctionnaires français pour être cohérents et défendre les intérêts français. Ce n'était pas sans inconvénients. M. Simon suivait les

choses de près dans le domaine des variétés mais, dans le domaine des semences, c'était souvent le directeur du service officiel de contrôle qui en était chargé. Administratif, il était peu regardant toutefois sur les questions techniques, laissant passer parfois des dispositions très avantageuses pour les seuls Danois ou Hollandais (en ce qui concernait la durée, donc le coût, des analyses, notamment).

D.P. — Quels rapports entreteniez-vous avec le CTPS ?

C.H. — J'étais membre d'office de toutes les sections, donc du CTPS plénier; j'intervenais beaucoup pour veiller à la cohérence des choses au cours des séances. La plupart des secrétaires étaient du reste des ingénieurs de mon service, comme M. Simon qui était secrétaire général. En dehors des réunions, je pouvais aussi intervenir en leur disant : "*Attention, il ne faut pas laisser partir dans ce sens-là ou il faut laisser venir*". Je pouvais donc exercer une action importante. C'était un jeu qui exigeait une grande diplomatie parce que c'était un domaine où il fallait ne pas perdre la ligne directrice : si on avait écouté seulement les professionnels, le système se serait effiloché très vite à leurs dépens. Il fallait donc rester ferme, mais être en même temps à leur écoute dans le domaine de l'amélioration des plantes, parce qu'ils pouvaient parfois nous mettre en garde contre des problèmes réels. Aussi cherchions-nous à maintenir le dialogue avec eux. J'en tirais avantage parce que, quand j'étais en difficulté, je trouvais souvent plus d'appui auprès d'eux qu'à la direction générale de l'INRA. Il y a eu des mal-adresses commises. Dans le domaine de la betterave, par exemple, il ne restait plus qu'une seule firme de sélection, la maison Desprez. Autant elle avait de bonnes variétés de céréales, autant, dans le domaine des betteraves, elle avait perdu temporairement beaucoup de parts de marché. Or, l'INRA a préféré collaborer dans ce domaine avec des firmes étrangères plutôt qu'avec elle, au risque de susciter la méfiance des milieux professionnels.

D.P. — Peut-on éviter dans le domaine des obtentions végétales une politique au coup par coup ?

C.H. — Il faut essayer d'éviter deux types d'erreurs :

- la formalisation de tout à l'avance, au risque de tout rigidifier.
- la liberté excessive et l'absence de coordination et de concertation.

Je pense que, si on a des réunions périodiques entre les représentants de l'INRA et des secteurs professionnels intéressés, on peut éviter bien des malentendus et faire en sorte que les acteurs du secteur privé de la filière n'aient pas l'impression d'avoir été mis devant le fait accompli. Ce doigté est nécessaire aussi dans les rapports avec les syndicats. J'ai été amené, dans ma carrière, à licencier des personnes qui ne donnaient pas satisfaction à leur poste. Mais les accrochages que j'ai eus avec les syndicats n'ont jamais été bien sérieux. Parce qu'ils se sont vite rendu compte que les cas qu'ils soutenaient étaient indéfendables. J'ai eu souvent plus de mal à faire entériner ces licenciements par la direction générale que je n'ai eu de problèmes avec les syndicats. Certaines personnes que j'avais licenciées m'ont remercié plus tard, ayant trouvé des activités plus en rapport avec leurs capacités.

D.P. — Avez-vous été confronté à des problèmes déontologiques ou éthiques, au cours de votre carrière ?

C.H. — Nous étions assujettis à une certaine confidentialité, connaissant souvent beaucoup de choses d'un établissement qu'il ne s'agissait pas de transmettre à ses concurrents. Il fallait, en effet, faire attention à ce que nous faisions ! Autre problème d'ordre éthique, cette fois : quand j'étais au laboratoire d'amélioration des plantes, je m'appliquais à juger avec la même sévérité les variétés de l'INRA et celles des professionnels. Je dois honnêtement dire que je n'ai jamais été soumis à des pressions de la part de l'INRA pour me faire changer dans mes appréciations. On savait bien d'ailleurs que cela n'aurait servi à rien.

D.P. — Les problèmes posés par les transgénoses ne vous ont-ils pas préoccupé ?

C.H. — La Nature a fait de la biotechnologie depuis ses origines. Un jour, quelqu'un nous a parlé d'une variété d'arbre fruitier qu'il avait obtenue aux rayons X. Elle était, en fait, strictement identique à une autre

résultant d'une mutation spontanée dans la nature. On lui a fait remarquer que la façon de l'obtenir n'était pas en soi un critère de distinction. Bien souvent, l'évolution s'est faite à coup de biotechnologie naturelle. Le problème a changé toutefois aujourd'hui de dimensions. Ce qui se faisait autrefois dans la nature était soumis, à chaque fois, au crible de la sélection naturelle. Comme les mutations qui se produisaient dans une population restaient rares, elles finissaient par disparaître si elles n'avaient pas d'avantages évidents. Elles n'occasionnaient aucun risque de pollution. Il n'en est plus de même quand on se trouve en milieu protégé. Mais c'est un peu comme l'accélération de la communication sur la planète ; il y a des événements qui seraient passés inaperçus il y a 50 ans, mais qui prennent de nos jours une grande dimension, parce qu'ils sont portés soudainement à la connaissance du public en temps réel. Ceci dit, si vous lâchez une manipulation génétique dans la nature, elle a peu de chances d'avoir, dans des milieux naturels, un avantage sélectif tel qu'elle puisse dominer. Il n'y a quand même pas tellement d'exemples de biotechnologies ayant débouché sur des variétés utilisées. Si l'on considère la résistance aux herbicides, une plante mise dans une culture traitée aux herbicides aura un avantage sélectif certain. Si le gène de résistance s'échappe de cette plante pour passer dans une autre, il va conférer à cette seconde le même avantage sélectif, mais si cette seconde plante se retrouve dans un milieu où aucun herbicide n'est épandu, il n'est pas sûr que cet avantage reste décisif et que la plante introduite ne va pas disparaître aussi vite qu'elle était apparue. Il faut être moins attentif aux changements des individus qu'à ceux des conditions dans lesquelles ils se trouvent. A l'heure actuelle, du fait de la surproduction temporaire, la tendance est plus à la réduction des surfaces cultivées qu'à leur augmentation. Mais, à mon avis, c'est quelque chose qui ne peut pas durer parce qu'avec la croissance démographique, on va être amené à remettre en culture de plus en plus de terres. Mais remettre en culture des terres veut dire, en même temps, les artificialiser, c'est-à-dire modifier les conditions premières, au risque d'être confronté à des faits nouveaux. Il faut être donc attentif et prêt à réagir, mais je n'ai pas peur, pour le moment, de lâcher dans la nature des organismes génétiquement transformés : cela ne m'apparaît pas un problème majeur, même si cela fait travailler aujourd'hui pas mal de commissions !

D.P. — Y a-t-il, selon vous, des risques sérieux d'appauvrissement des ressources génétiques ?

C.H. — Je ne pense pas qu'il y ait appauvrissement des ressources génétiques. On peut avoir, en effet, des ressources génétiques une conception passiviste ou dynamique. La conception passiviste met l'accent sur le fait que parmi les 300 000 variétés de rosiers qui ont existé dans le monde, certaines ont disparu ! L'autre conception privilégie le pool de gènes qui est brassé en tous sens pour effectuer des croisements. Les gènes ? il est probable qu'il en disparaît et en apparaît d'autres tous les jours : c'est l'évolution de la terre et je crois qu'elle se fiche pas mal de ce qu'on peut penser d'elle ! Il est sûr que recouvrir des milliers d'hectares de béton en fait disparaître une multitude. Mais globalement, on ne peut rien dire. Ce qui est certain, c'est que si on restreint un peu le champ à ce qui est la partie utile des espèces, il y a eu une évolution liée à l'amélioration des plantes, évolution qui s'est accélérée dans le temps. Autrefois, il y avait la nature et puis l'homme vivait en général de chasse et de cueillette, ne vivant que de prélèvements. Quand l'agriculture et l'élevage se sont individualisés, les hommes ont sélectionné les plus beaux épis qu'ils se sont mis à ressemer. Mais l'agriculteur restait son propre sélectionneur, même s'il échangeait des variétés avec ses voisins. Est arrivée une époque où la sélection est devenue une affaire trop importante pour que ce soit les agriculteurs eux-mêmes qui puissent la faire. Certains d'entre eux se sont alors spécialisés. En France, il y en a eu beaucoup dans le Nord, qui était une région d'agriculteurs évolués. La sélection est devenue leur métier, d'autres agriculteurs utilisant le fruit de leur travail. Mais ces sélectionneurs avaient chacun leur propre collection variétale pour servir de géniteurs. Comme il est arrivé un moment où cette organisation devenait trop lourde et trop coûteuse, il a fallu séparer les fonctions de mainteneur des ressources génétiques et de sélectionneur. D'où la création, à chaque fois, d'un métier supplémentaire venu se rajouter parce que ça devenait trop lourd ou trop difficile à gérer. A un moment, on s'est également aperçu que cela devenait trop lourd de tout centraliser comme l'Institut Vavilof de Leningrad qui conservait plus de 100 000 blés (si on voulait de vieux blés français, comme Japhet ou Noé, il fallait aller les chercher à Vavilof où périodiquement ils étaient ressemés). Grâce à l'informatique, on est passé actuellement à des réseaux de collections. Des règles ont été instituées pour

que des variétés ne soient pas éliminées de collections sans avoir vérifié qu'elles étaient bien conservées ailleurs.

Le problème des ressources génétiques doit être replacé dans une perspective évolutive. Le risque d'appauvrissement en ce domaine me semble moins grave, de nos jours, que les problèmes posés par la pollution.

D.P. — Avez-vous encore des activités en rapport avec tout ce que vous avez fait durant votre carrière à l'INRA ?

C.H. — Ma femme étant handicapée, je suis assez pris, mais le reste de mon temps je l'ai organisé autour de deux volets : je fais du golf, deux jours par semaine et le reste du temps, je m'occupe de la publication des comptes-rendus de l'Académie d'Agriculture. Cela me permet de garder des contacts avec l'INRA qui a mis à ma disposition une technicienne à l'Académie pour m'aider dans mon travail. Nous sommes en train d'essayer de mettre sur le serveur Internet de l'INRA une partie des informations de l'Académie comme les programmes de séances, les résumés et les tables des matières des comptes-rendus. Je participe, en outre, à un autre projet : la mise sur ordinateur du fichier de la bibliothèque de l'Académie d'agriculture qui contient près de 30 000 volumes.

Notes

- (1) A l'occasion d'une de ces réunions, j'ai pu passer, en 1964, trois semaines aux États-Unis et trois semaines au Canada).
- (2) Par exemple, sur le trèfle blanc, il y avait des problèmes d'acide cyanhydrique qui nécessitaient des tests particuliers. Les analyses de protéines ou de matière sèche étaient confiées à un laboratoire voisin dans lequel travaillaient André Oden et deux techniciennes, Mlle Michelle Touraille et Mlle Gilonne Collière, à charge pour nous de les interpréter.
- (3) Comme il y avait également un laboratoire de semences forestières à Nancy, notre station n'en recevait pas beaucoup.
- (4) C. Calet inspecteur général, chargé de suivre la reconversion du Magneraud, avait déclaré dans une réunion de chefs de service : "naturellement, les activités qu'on peut envisager de faire ici sont des activités tout à fait de bas de gamme".
- (5) Aujourd'hui transférée à Sofia Antipolis.
- (6) Aujourd'hui transférée à Brion (Maine-et-Loire).
- (7) Nous ne faisons pas, en effet, nous mêmes tous les essais nécessaires. Nous avons un réseau qui nous permettait d'interpréter un certain nombre de résultats mais nous disposions en plus de nombreux correspondants qui acceptaient de travailler bénévolement pour nous.
- (8) Cette décision avait été précédée d'une séparation formelle, pendant une brève période, de l'Amélioration des Plantes et du GEVES rattaché directement à la Direction générale de l'INRA, sans pour autant avoir le statut de département.
- (9) A notre retour à Bruxelles, après la politique de la chaise vide de de Gaulle, nous avons reçu ordre de considérer que tout ce qui avait été fait durant notre absence était nul et non advenu. Ce qui nous a posé problème, car nous devions reprendre les discussions au point où nous les avions laissées en étant bien obligés de constater que nous avions sur certaines questions modifié entre-temps nos points de vue. Il nous a fallu affirmer le contraire de ce que nous avions autrefois soutenu pour ne pas avoir à nous déjuger !

Curriculum vitae sommaire

- 1950 : Agent contractuel scientifique à l'INRA.
 - 1952 : Assistant de recherches à l'INRA.
 - 1962 : Maître de recherches à l'INRA.
 - 1967 : Directeur de recherches à l'INRA.
 - 1989 : Départ à la retraite.
- ◆ Responsabilités au sein de l'INRA :
- 1950-1959 : affecté au laboratoire des plantes fourragères du Département d'amélioration des plantes.
 - 1960-1970 : Station nationale d'essais de semences (Paris-La Minière). Création du service de contrôle variétal, du laboratoire de contrôle de la polyploidie et de l'atelier de micronettoyage. Directeur de la station (65 agents), à partir de Mai 1967.
 - 1971 : Création au sein du Département d'amélioration des plantes du GEVES. Direction de cet organisme employant 220 agents.
 - Juillet 1985 : le GEVES devient simultanément un département individualisé et un centre budgétaire au sein de l'INRA (11 implantations géographiques).
 - 1988 : transformation du GEVES en un organisme à statut de droit privé (Groupement d'intérêt public associant l'INRA, le Ministère de l'Agriculture et le Groupement national interprofessionnel des semences et plants).
- ◆ Autres responsabilités :
- 1956 : participation à l'OCDE aux systèmes internationaux de certification des semences destinées au commerce international.
 - 1961 : représentant de l'OCDE (vice président du groupe consultatif et de l'assemblée annuelle des représentants des systèmes nationaux de certification, à la conférence diplomatique au terme de laquelle fut signée la Convention Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales.
 - A partir de 1961 : participation aux réunions du groupe de travail "Législation des semences de la CEE" (élaboration des directives sur la commercialisation et la certification des semences).
 - A partir de 1962, membre de l'Institut international de recherches betteravières.
 - Membre du Comité des statistiques et du Comité des variétés à l'Association internationales des stations d'essais de semences. Président du groupe Polyploidie.
 - Président pendant 3 ans du Comité des variétés à l'UPOV (Union pour la protection des obtentions végétales).
 - Membre du CTPS (Comité plénier et sections), des COC (Commissions officielles de contrôle) et du CPOV (Comité de la Protection des Obtentions Végétales).